

Contribution

• Sortir de la confusion

Signatures :

Jean-Louis AUDUC
François BROUSSE
Jean-Marie DEMALDENT
Jean FRANCHETEAU
Léo GOLDBERG
André HUARD
Louise LEMÉE
Michel MOUSEL
Gilbert PALLIER
Maurice RIONDEL
Christian ROLLET
Jean VERGER

La bourgeoisie des pays capitalistes avancés traverse une crise profonde qui se traduit par une décomposition idéologique et par l'instabilité des formes de sa domination politique à l'échelle mondiale.

La logique du développement capitaliste après la période de reconstitution consécutive à la 2^e guerre mondiale, fait aujourd'hui sentir ses effets : accumulation des tensions entre bourgeoisies des pays dominants, surabondance des capitaux et dérèglement du système monétaire, stagnation de la production et montée du chômage.

Dans les pays industriellement arriérés, les luttes de libération nationale ont ébranlé la domination impérialiste. Les bourgeoisies des pays capitalistes y ont souvent perdu des sources de profit et le pouvoir politique direct. Mais, faute de l'existence d'une classe ouvrière importante, cette perte s'est généralement faite au profit de castes militaires ou bureaucratiques qui constituent des embryons de bourgeoisie appuyés sur le capitalisme d'Etat. De plus, ce que l'on appelle couramment le Tiers-Monde reste intégré au marché mondial. La liquidation du vieux colonialisme n'a pas menacé le système de rapports marchands capitalistes qui régit les échanges internationaux et auquel participent de plus en plus les pays dits socialistes. Et ces derniers, dont l'existence même apparaissait il y a vingt ans comme un facteur de crise, favorisent

aujourd'hui la stabilité du système.

Depuis la fin des années 60, la montée de la lutte des classes dans les pays industrialisés, a remis en cause les deux thèses qui avaient la faveur des courants politiques d'extrême gauche.

1° Contrairement à ce que croyaient les militants des partis communistes la compétition économique entre l'URSS et les pays de l'Est d'une part et les pays capitalistes d'autre part n'a nullement débouché sur un effondrement du capitalisme. Non seulement le système bureaucratique stalinien n'a pas fait la démonstration de sa supériorité mais il apparaît aujourd'hui comme un facteur de conservation sociale.

2° Les luttes de libération nationale, si elles ont effectivement ébranlé l'impérialisme n'ont nullement débouché sur une victoire du socialisme.

L'analyse du rapport des forces à l'échelle mondiale montre qu'il faut revenir à la thèse marxiste de la victoire et de la construction du socialisme dans les pays capitalistes développés : c'est bien la classe ouvrière des citadelles impérialistes qui est en mesure de jouer un rôle déterminant dans le renversement du capitalisme.

1. Les luttes ouvrières et la renaissance du mouvement révolutionnaire dans les pays industriellement développés : .

A. Classe ouvrière et révolution ou la faillite du tiers-mondisme.

Au cours du débat des premières années soixante, une importante fraction de l'extrême gauche française et européenne distinguait quatre groupes dans la classe ouvrière des pays industriellement développés :

— la classe ouvrière américaine, bénéficiant des profits impérialistes et profondément intégrée à l'appareil d'Etat ;

— une partie de la classe ouvrière européenne (Grande-Bretagne, Allemagne, Scandinavie) en voie d'intégration par l'intermédiaire de partis social-démocrates devenus les gérants loyaux du

capitalisme ;

— le prolétariat français et italien, dominé par le néo-réformisme stalinien ;

— la classe ouvrière des pays du « bloc socialiste », opprimé par un appareil d'Etat bureaucratique.

Une telle caractérisation conduisait, comme nous l'avons vu plus haut, inévitablement à théoriser tant le rôle moteur des mouvements d'émancipation des pays développés (tiers-mondistes), que l'intégration au capitalisme des classes ouvrières (Marcuse).

Or, les faits ont démenti cette analyse, et les années soixante ont manifesté dans l'ensemble de ces pays industriellement avancés une montée des luttes ouvrières en rupture avec la légalité et l'émergence d'un mouvement révolutionnaire rejetant le réformisme social-démocrate et stalinien. Les faits ont montré que le rôle dirigeant dans le combat anticapitaliste du prolétariat des pays capitalistes développés ne s'estompait nullement au fur et à mesure que montait le niveau de développement industriel.

Le problème central de la révolution socialiste n'est pas, en effet, d'assurer les conditions de l'industrialisation, mais de mettre au service de la collectivité les forces productrices et les ressources considérables qu'elles assurent pour permettre à l'humanité de liquider les contractions héritées du passé.

B. Luttes ouvrières et révolution.

L'essor économique, le progrès scientifique et technique, à l'Est comme à l'Ouest, n'ont nullement « chloroformé » la classe ouvrière.

En accentuant les inégalités de développement entre secteurs de pointe et secteurs arriérés, entre capitalistes et OS, ils ont redonné vigueur à l'ensemble du mouvement ouvrier et révolutionnaire.

Il suffit de dresser la liste des luttes menées : Mineurs (France 63), Allemagne (Ruhr), Suède (mines de fer de Keruna), Angleterre (mineurs, Clyde), USA (postiers, chemins de fer), Italie (mai rampant), France (mai 68 et ses suites)..., Pologne (Gdansk, Lodz, Stettin) qui ont souvent permis la renaissance d'une gauche ouvrière importante rompant avec la direction réformiste des syndicats, durcissant les conflits, vidant la légalité bourgeoise (grèves sauvages) et qui a ainsi renoué avec des formes de luttes violentes et spontanées.

En même temps, l'évolution scientifique et technique s'est traduite par une crise du système de formation idéologique. L'université a cessé de garantir à ceux qui y accèdent l'obtention d'un

niveau social privilégié, cependant que son rôle dans le développement économique s'accroissait rapidement. Cette contradiction explosive a entraîné des mouvements de radicalisation des étudiants, qui ont joué un rôle essentiel dans le développement des luttes révolutionnaires (France, Italie, USA, Allemagne), mais qui faute d'une jonction permanente avec la classe ouvrière n'ont pu éviter les rivalités sectaires et l'éclatement groupusculaire.



Collombert

Outre l'influence souvent importante des luttes anticoloniales, on retrouve dans tous les pays industriellement avancés, à la base de tous les mouvements les mêmes refus : de l'homme robot, des cadences infernales, du sacrifice des serveurs retardataires au profit capitaliste.

De la Lorraine à la Clyde, c'est le même mot d'ordre : la lutte ou la valise.

Des cheminots américains à la Ruhr allemande, ce sont les mêmes revendications contre les horaires délirants.

De Fiat à Renault, ce sont les mêmes luttes contre les cadences infernales.

Des chantiers de la Clyde à Stettin, ce sont les mêmes mots d'ordre de contrôle ouvrier, de conseils d'ouvriers, d'autogestion.

Le rôle déterminant à l'heure actuelle de la classe ouvrière de ces pays apparaît plus clairement que jamais. Ainsi, toute stratégie internationale devra s'efforcer de favoriser la coordination des luttes des travailleurs dans tous ces pays. La place des travailleurs immigrés à l'intérieur des classes ouvrières des différents pays nationaux accentue encore la nécessité d'une telle stratégie.

Au surplus l'URSS et les pays socialistes jouent de moins en moins un rôle de modèle et d'attraction pour les classes ouvrières des pays capitalistes qu'elles pouvaient jouer avant 1945. Et la lutte des travailleurs ne s'arrête pas non plus à la frontière Oder-Neisse.

C. Les perspectives révolutionnaires en Europe.

Dans la chaîne des pays industriellement avancés, certains maillons sont plus faibles que d'autres, en raison de fortes tensions entre les différents secteurs de l'industrie et de l'existence d'une paysannerie importante et menacée par l'évolution du capitalisme. La France et l'Italie répondent en partie à ces critères : le mouvement de mai-juin 1968 en France, le mai rampant italien, le développement et la radicalisation des luttes ouvrières dans ces deux pays prouvent qu'il y existe des potentialités de révolution ouvrière. Mais le mouvement ouvrier organisé n'est plus, ou pas encore, en mesure de les exploiter ; la stratégie électoraliste des réformistes ou des néo-réformistes les conduit à bloquer ou à récupérer toute agitation ouvrière, la division et la faiblesse du mouvement révolutionnaire le rendent incapable d'offrir des perspectives politiques aux travailleurs radicalisés.

Malgré ces limites, l'aggravation de la lutte des classes en France et en Italie inquiète les bourgeoisies européennes. Et c'est à la lumière de l'analyse d'un danger révolutionnaire dans ces pays que doit être examiné le rôle assigné par la bourgeoisie à la construction de l'Europe des Dix. Cette Europe capitaliste permettra une concentration accélérée du capital européen et un renforcement de sa domination sur les travailleurs. Surtout, comme l'a fait récemment remarquer Marcellin, « la vocation de l'Europe des Dix est de s'opposer à la subversion communiste » : il s'agit donc pour la bourgeoisie, appuyée sur les partis social-démocrates, de constituer une sainte alliance, un ultime rempart à des velléités révolutionnaires.

Dans cette situation, l'effort prioritaire des révolutionnaires au niveau européen doit porter sur une liaison étroite des organisations européennes d'extrême gauche et sur la coordination des militants ouvriers radicalisés au niveau des branches d'entreprises et des trusts.

Les axes centraux d'intervention au niveau européen, à l'Est comme à l'Ouest doivent être :

- le contrôle ouvrier,
- l'autogestion.

En opposant à la petite Europe des Dix, une

Europe des luttes de l'Est et de l'Ouest on pourra éviter :

- la cassure artificielle entre les classes ouvrières des pays dits « socialistes » et capitalistes ;
- le développement de la concentration des monopoles sans que leur soit opposée une riposte coordonnée des militants d'entreprises de différents pays ;
- l'étouffement économique et politique ou même l'écrasement militaire par les Etats capitalistes du pays où la révolution pourrait triompher.

2. Les pays dits socialistes :

A. L'URSS.

La révolution d'octobre 1917 n'a instauré que pour un peu de temps la dictature du prolétariat en Russie. La classe ouvrière y a été rapidement dépossédée de son pouvoir au profit d'une caste bureaucratique **qui** n'a cessé depuis de renforcer ses positions. Actuellement le « socialisme » soviétique se caractérise essentiellement par une série de réalisations collectives dont aucun pays capitaliste ne peut se prévaloir (par exemple les investissements collectifs en matière de santé, d'enseignement, etc.). Cette base matérielle est l'un des acquis de la révolution d'octobre ; le socialisme n'est pas pour autant en voie de réalisation, dans la mesure où la classe ouvrière soviétique est exploitée par des couches sociales exerçant leur domination grâce au contrôle de l'appareil d'Etat. Cette exploitation conserve la forme des rapports sociaux capitalistes (où le capitaliste n'est plus l'entrepreneur privé mais l'Etat) fondés sur le salariat et la production de plus value.

L'oppression de son propre prolétariat par la bureaucratie soviétique explique le rôle conservateur qu'elle joue à l'échelle mondiale : un soulèvement révolutionnaire des peuples dominés par l'impérialisme et de la classe ouvrière européenne ne pourrait qu'aggraver la lutte de classes dans les pays du bloc socialiste, où les travailleurs ont montré depuis quelques années une combativité accrue. L'aide apportée par l'URSS à certains Etats du Tiers-Monde et à des mouvements de libération nationale n'est qu'un élément secondaire de sa politique de grande puissance dont l'aspect principal est le maintien de l'équilibre mondial et du statu quo social.

Dans les pays d'Europe Orientale, les perspectives révolutionnaires ne sont pas négligeables du fait de la double oppression dont les travailleurs sont victimes (l'hégémonie de l'URSS et exploitation par leur bureaucratie nationale).

Le PSU doit à la fois dénoncer le jeu diplomatique de l'URSS (coexistence pacifique) et soutenir la lutte des travailleurs des pays dits « socialistes » pour la reconquête du pouvoir.

Le monolithisme du bloc stalinien a été rompu par le départ de deux pays : la Yougoslavie et la Chine (qui a entraîné l'Albanie dans son sillage).

B. La Yougoslavie.

Après sa rupture avec l'URSS, la bureaucratie Yougoslave a dû pour se maintenir, rechercher un vaste appui populaire, qu'elle n'a pu obtenir qu'en faisant des concessions aux travailleurs. Mais en faisant de l'autogestion la simple participation de ces derniers à la gestion des entreprises, elle a pu perpétuer son pouvoir politique sans partage tout en réintroduisant des mécanismes de l'économie marchande. Elle a ainsi favorisé un développement économique inégal suivant les régions et la renaissance de tendances capitalistes, notamment en Croatie, où par voie de conséquence est apparu un mouvement nationaliste réactionnaire. Face à cette poussée du séparatisme et des sympathies pro-capitalistes, la seule solution est la refonte totale du régime — par les travailleurs et non par leurs soi-disant représentants.

C. La Chine.

La rupture survenue entre la Chine et le bloc soviétique est l'un des faits majeurs de la dernière période. A son origine se trouvent le fait que la révolution chinoise a eu lieu contre la volonté de Staline, et le refus des chinois de se soumettre inconditionnellement à l'URSS. Le choix d'une voie originale de développement économique, l'attitude de Mao Tsé Toung à l'égard de la paysannerie, attitude fondamentalement différente de celle de Staline, ont accentué les désaccords entre la Chine et l'URSS.

En dénonçant la stratégie de grande puissance de l'URSS, en dévoilant son caractère conservateur, en remettant en cause le partage du monde intervenu après la deuxième guerre mondiale, la direction chinoise a continué à rendre la situation mondiale plus ouverte et a favorisé l'émergence de forces révolutionnaires autonomes.

Cependant sa critique du « révisionnisme » soviétique reste profondément ambiguë :

a) **les admirateurs inconditionnels de la Chine ont voulu voir dans la « Révolution Culturelle »** un événement de portée historique, la solution enfin trouvée à la déviation bureaucratique de la révolution, l'émergence d'un modèle de commu-

nisme pouvant servir de référence universelle. Ces affirmations relèvent plus de la contemplation mystique que de l'analyse marxiste.

La révolution culturelle représente incontestablement une lutte puissante contre l'économisme. Elle a rappelé que le socialisme suppose, outre l'accroissement des forces productives, une lutte idéologique permanente : l'école, l'université, par exemple, doivent être transformées dans le but d'en faire des moyens au service de la révolution. Mais, sous couvert de la poursuite de ces objectifs, la révolution culturelle a surtout permis l'expulsion de l'appareil du Parti et de l'Etat des éléments soit hostiles à la rupture avec l'URSS, soit hésitants. Le mouvement de masse déclenché par le groupe maoïste pour parvenir à ses fins a profondément ébranlé le système, les rapports sociaux et l'idéologie bourgeoise du stalinisme. Mais il n'a abouti à aucun bouleversement décisif. Ce pouvoir politique demeure le monopole du Parti et de son appareil bureaucratique ; la classe ouvrière chinoise qui n'a joué qu'un rôle marginal dans la victoire des années paysannes de Mao encadrées par un appareil de type stalinien déjà constitué, n'a pu, au terme de la révolution culturelle, conquérir son autonomie politique, et ne joue nullement un rôle hégémonique. Les enseignements de la révolution culturelle ne sont pas négligeables mais rien ne permet d'affirmer que le régime chinois soit autre chose qu'une variante originale du stalinisme.

b) **l'analyse du rôle international joué par la direction maoïste**, amène aux mêmes conclusions. Comme leurs homologues soviétiques les dirigeants chinois s'inspirent d'abord de leurs propres intérêts nationaux et non du souci de la victoire du socialisme à l'échelle mondiale.

Le soutien apporté à Soekarno (et le massacre des communistes indonésiens qui en fut le résultat) comme plus récemment le soutien à Numeiry, bourreau des communistes soudanais, comme l'aide apportée au gouvernement de Ceylan pour réprimer l'insurrection armée de l'extrême gauche, et l'appui donné à Yahia Khan contre le peuple bengali, rappellent les aspects les plus contre-révolutionnaires de la politique stalinienne et ne peuvent être tenues pour de simples erreurs tactiques.

Les dirigeants chinois ont intérêt à modifier à leur profit le partage du monde entre l'URSS et les Etats Unis, intervenu à Yalta. C'est pourquoi ils ont remis en cause la politique de maintien du statu quo mondial des dirigeants soviétiques et

encouragé les luttes anti-impérialistes et révolutionnaires (Vietnam par exemple).

Mais si les intérêts nationaux de la Chine l'exigent ils sont prêts à apporter leur soutien à des gouvernements bourgeois « amis » contre les mouvements révolutionnaires de leurs pays respectifs. La Chine n'est nullement la « base rouge » de la révolution mondiale.

Les révolutionnaires doivent tenir compte de cette situation et ne pas hésiter à dénoncer les aspects contre-révolutionnaires de sa politique internationale.



Collombert

3. Les pays « sous-développés » et les luttes de libération nationale.

Jusqu'ici le parti a eu trop tendance à esquisser le débat sur la révolution dans les pays sous-développés (en réalité coloniaux et semi-coloniaux), en évitant l'analyse de classe des mouvements nationalistes anti-impérialistes. Or s'il est évident que les révolutionnaires doivent soutenir les luttes de libération nationale, il n'en serait pas moins dangereux de parer automatiquement ces luttes d'un caractère socialiste (prolétarien).

Les mouvements de libération nationale ont depuis le début des années soixante remporté de grands succès, et dans le cas de Cuba le mouvement de lutte contre l'impérialisme a abouti à une révolution socialiste. De même la lutte du peuple vietnamien a été exemplaire non seulement par l'encouragement qu'elle a donné aux autres mouvements anti-impérialistes mais aussi parce qu'elle a puissamment contribué au réveil d'une large fraction de la population américaine, ainsi qu'à la démoralisation de l'armée de la plus grande puissance impérialiste.

Cependant dans de nombreux cas, le mouvement de libération a connu de graves échecs : défaites partout là où le mouvement ouvrier et paysan s'est mis à la remorque de représentants de la bourgeoisie, restant paralysé par les alliances conclues avec la bourgeoisie (Brésil en 1964, Indonésie en 1965, Bolivie en 1971). Nous devons être conscients que même dans les cas où la simple lutte nationale ou anti-impérialiste semble la priorité des priorités, le mouvement ouvrier ou même (compte tenu du faible développement économique) populaire ne doit abandonner au nom de l'unité ses objectifs propres.

Dans la plupart des cas (notamment en Afrique) les luttes anticolonialistes n'ont abouti qu'à une indépendance formelle. A l'ancienne administration coloniale s'est substitué un nouvel appareil administratif, policier et militaire, investi par les bourgeoisies locales, et entièrement soumis à l'impérialisme. Les classes sociales et les peuples opprimés ne peuvent lutter contre l'impérialisme qui les exploite, sans affronter leur propre bourgeoisie parasitaire. Dans certains pays, Algérie, Egypte et on pourrait en Amérique Latine évoquer le Pérou, certaines couches bourgeoises administratives ont trouvé par l'intermédiaire d'équipes militaires paraissant se situer au-dessus des classes, l'instrument d'une certaine indépendance vis-à-vis de l'impérialisme. Mais, même si ces cliques bonapartistes arrivent à rediscuter le partage impérialiste et à liquider les formes les plus arriérées de l'exploitation agraire, ces pays ne sont pas libérés de l'impérialisme ne serait-ce qu'en raison des termes de l'échange sur le marché mondial, et leur évolution n'est aucunement irréversible. Enfin nous devons mettre en garde contre ce qui est présenté comme « la voie chilienne ».

Si Allende qui a laissé intact l'appareil d'état bourgeois, a pu exproprier des compagnies américaines, et accélérer la réforme agraire, le pouvoir de la bourgeoisie demeure. A moins de la mobilisation des travailleurs et des paysans

pauvres que l'équipe Allende-PC refuse pour au contraire réprimer les éléments les plus avancés et énergiques des masses populaires (MIR paysans du MCR ouvriers du FTR), il est à craindre que la voie chilienne s'achève dans le meilleur des cas sur une impasse électorale, dans le pire sur la voie « Brésilienne », « Indonésienne » ou Espagne 1936.

Nous pensons donc que notre tâche est le soutien aux mouvements de libération nationaux sans pour autant les idéaliser, l'appui le plus ferme aux tendances exprimant les intérêts historiques de la classe ouvrière et la dénonciation des impasses réformistes. C'est pourquoi dans le cadre d'un front de libération national incluant diverses forces, notre soutien devra aller non pas à la force dominante (sous le prétexte qu'elle est la plus importante), mais à la force qui représente le plus les intérêts des travailleurs et des paysans dans ces pays. Ainsi, au sujet de la Palestine la stratégie du FDLP visant à combattre en même temps les régimes réactionnaires arabes et l'expansionnisme israélien devait être soutenue et popularisée par rapport à la ligne d'alliance tous azimuts du FATH dont on a vu les conséquences tragiques.

Le PSU doit donc distinguer entre le soutien à un état indépendant dont la direction est en conflit avec l'impérialisme (cas de l'Algérie dans le conflit pétrolier) ou plus généralement du Pérou, du Chili, et le soutien politique à des cliques bureaucratiques n'hésitant pas à réprimer les mouvements populaires.

Notre position doit être claire : soutien inconditionnel à tout pays colonial ou semi-colonial en butte aux attaques impérialistes, mais également soutien aux luttes de classes menées dans ces mêmes pays contre les bourgeoisies administratives.

4. Pour une stratégie révolutionnaire à l'échelle internationale.

Le PSU a jusqu'à présent mené de nombreuses actions de caractère internationaliste, et le bilan de son activité dans ce domaine est sans doute très riche. Mais son intervention a trop souvent manqué de rigueur et de cohérence ; la fuite devant le débat politique, l'opportunisme (de droite ou de gauche), l'importance accordée aux considérations diplomatiques, ont gravement obéré ses possibilités réelles. Il importe aujourd'hui que le parti se donne une **ligne directrice**, capable **d'armer politiquement** ses militants et de donner à sa politique internationale la cohérence qui lui manque.

C'est ce que nous avons tenté de faire dans les paragraphes précédents.

L'analyse que nous faisons des différentes forces anticapitalistes et anti-impérialistes dans le monde, et de leur place respective, nous conduit à définir les objectifs suivants, à la stratégie internationale du parti.

A. Préparer l'émergence d'un mouvement révolutionnaire européen :

Le parti doit prioritairement s'efforcer de contribuer à la coordination et à la fusion des luttes à l'échelle européenne et d'abord des luttes ouvrières.

La CNE peut être un instrument efficace de cette coordination, si le parti est capable d'organiser de réelles confrontations entre les différentes forces révolutionnaires européennes :

- pour dégager les objectifs de lutte unifiants (contrôle ouvrier) ;
- pour engager le débat sur les perspectives globales des révolutionnaires et du mouvement ouvrier ;
- pour préparer des liaisons permanentes entre travailleurs d'un même groupe multinational ou d'une même branche.

Il est également nécessaire de soutenir efficacement et de populariser les luttes d'émancipation en Europe même (Irlande notamment) et les luttes menés en France même contre le colonialisme intérieur (Bretagne, Occitanie, Larzac, etc.).

Enfin la définition d'une politique cohérente de soutien aux luttes des travailleurs immigrés pour la conquête des droits politiques sociaux suppose :

- de mener un combat commun au travers des organisations syndicales ouvrières d'entreprises ;
- au travers du soutien aux organisations autonomes qu'ils se donnent dans la lutte (comité de maisons, comités de lutte, comités de foyers...);
- en liaison avec les organisations de travailleurs immigrés anticapitalistes, existant en France (UGTRF, FEANTI, UGTSF).

B. Lutter contre notre propre impérialisme.

La bourgeoisie française a perdu son ancien empire colonial mais elle n'en continue pas moins d'exercer sa domination impérialiste.

Dom-Tom. Nous devons soutenir la lutte des peuples des Antilles, de la Guyane, de la Guadeloupe, de la Réunion, pour leur libération, dénoncer la répression policière et militaire qui s'exerce sur ces peuples et combattre les négriers du Bumidom.

En Afrique et à Madagascar l'indépendance

formelle concédée dans les années soixante a fait place à de nouvelles formes de domination :

- économique (pratique de l'échange inégal — pillage des ressources naturelles) ;
- idéologique (coopération pseudo-culturelle) ;
- politique (renversement par militaires locaux interposés des équipes dirigeantes qui tentaient de s'opposer à l'impérialisme comme au Congo-Brazzaville) ;
- militaire (Tchad, Madagascar, etc.).



Collombert

C. Soutenir les luttes anti-impérialistes dans le monde sur la base des principes que nous avons définis dans la troisième partie :

- soutien inconditionnel aux pays coloniaux ou ex-coloniaux en lutte aux attaques de l'impérialisme, mais simultanément soutien aux

luttes des classes opprimées dans ces mêmes pays par les bourgeoisies en place ;

- soutien critique aux mouvements de libération nationale et appui le plus ferme aux tendances exprimant les intérêts historiques et la classe ouvrière ;
- rupture avec les organisations au pouvoir qui pratiquent une politique de répression contre la classe ouvrière (par exemple le FLN Algérien).

Enfin la **lutte des peuples d'Indochine** contre l'impérialisme américain joue aujourd'hui un rôle primordial dans l'évolution du rapport des forces à l'échelle mondiale. Le soutien politique à cette lutte constitue une tâche prioritaire du parti dans la prochaine période et doit prendre un caractère permanent, continu. C'est pourquoi nous pensons que le PSU doit être présent au sein du FSI en conservant à cette organisation le caractère de front de différentes organisations (ce qui exclut la généralisation de comités de base larges), mais doit également s'efforcer d'élargir l'action à l'ensemble du mouvement révolutionnaire.

D. Le PSU doit soutenir les pays dits « socialistes » à direction bureaucratique s'ils sont menacés par l'impérialisme (notamment la Chine et l'Albanie). Mais il doit également dénoncer la répression policière ou militaire dans les pays de l'Est et en URSS et organiser la popularisation et le soutien à la lutte des classes ouvrières de ces pays contre la dictature de la caste bureaucratique dominante.

Le problème de la constitution d'une nouvelle Internationale révolutionnaire peut aujourd'hui être posé, mais les conditions de sa solution sont loin d'être réunies.

La dissolution de la III^e Internationale devenue un simple instrument diplomatique entre les mains des dirigeants staliniens de l'URSS, puis les échecs successifs de la IV^e Internationale, montrent que l'Internationale révolutionnaire ne se constituera pas à partir d'un centre auto-proclamé, mais par la coordination des luttes, par la confrontation des différentes organisations et par la définition d'objectifs communs.